



Ph/E. Soraya/J. A.

Les agences d'Air Algérie prises d'assaut

Les Algériens pressés de partir ou de rentrer au pays

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5388 - Lundi 31 mai 2021 - Prix : 10 DA

Pétrole

Réunion cruciale de l'Opep+ en vue d'une hausse de la production

Page 2

Pour en finir avec l'intermédiaire entre deux pays voisins

Ziani : «Les Libyens réclament de traiter en direct avec les Algériens»

Page 3

Législatives du 12 juin : nationalistes vs islamistes (6)

Par Mohamed Habili

Si l'abstention est dans l'ensemble élevée le 12 juin prochain, il n'est pas dit qu'elle sera du même ordre partout dans le pays. Elle sera probablement différente, car telle est la règle, dans les villes et les campagnes, nettement moindre dans celles-ci que dans celles-là. Différente aussi selon les catégories d'âge, les seniors votant traditionnellement davantage que les jeunes, ce qui n'est d'ailleurs pas particulier à l'Algérie. Les électeurs des principaux courants politiques nationaux seront sans doute au rendez-vous, car pour eux l'enjeu est important, vital même. A l'inverse, ceux des partis ayant opté pour l'abstention s'abstiendront, ce qui ne sera pas pour étonner. Mais comme ils sont minoritaires, et pour certains sans implantation, comme en témoignent leurs grandes difficultés à récolter pour leurs candidats le nombre de signatures nécessaire, l'abstention directement de leur fait ne devrait pas peser lourd dans la balance. Le vrai problème à cet égard, c'est celui que risque de poser la Kabylie, qui pourrait pour la troisième fois consécutive se tenir tout entière à l'écart de l'opération de vote, ce qu'elle a fait à la fois lors de la présidentielle et du référendum constitutionnel.

Suite en page 3

Conseil des ministres/Algériens de retour au pays

Tebboune ordonne de baisser les frais d'hébergement



Ph/D. R.

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a ordonné, hier, lors de la réunion périodique du Conseil des ministres de baisser de 20% les frais d'hébergement pour les Algériens de retour au pays, selon un communiqué du Conseil des ministres. [Page 2](#)

Transport ferroviaire

Reprise du train entre Constantine et Jijel

Page 16

Equipe nationale de football

Belmadi convoque 30 joueurs, Bennacer blessé

Page 15

Conseil des ministres/Algériens de retour au pays

Tebboune ordonne de baisser les frais d'hébergement

■ Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a ordonné, hier, lors de la réunion périodique du Conseil des ministres de baisser de 20% les frais d'hébergement pour les Algériens de retour au pays, selon un communiqué du Conseil des ministres.

Par Aomar Fekrache

Après avoir écouté un rapport du Premier ministre sur l'activité du Gouvernement au cours des deux dernières semaines, le Président Tebboune a ordonné de "dispenser les étudiants et les personnes âgées à faible revenu parmi les Algériens de retour au pays de payer les frais d'hébergement relatifs à l'isolement", et de "baisser les frais d'hébergement de 20% pour les Algériens de retour au pays". Le Président a aussi ordonné de parachever le tronçon de l'autoroute est-ouest sur l'axe de la wilaya de Béjaïa, et sa mise en service dans les plus brefs délais afin de fluidifier la circulation au regard du trafic économique et commercial sur cet axe. Le Conseil a examiné et adopté, lors de cette réunion, un projet d'ordonnance présenté par le ministre de la Justice, Garde des sceaux, relatif à la protection des informations et documents administratifs. Il a également adopté un projet d'ordonnance modifiant l'ordonnance du 8 juin 1966 portant code pénal, afin de renforcer le système juridique de lutte contre le terrorisme, notamment à travers la création d'une liste nationale des personnes et des entités terroristes. Le Conseil a décidé par ailleurs de reporter l'examen et l'approbation du projet d'amendement du code du commerce et du projet d'ordonnance du 8 juin 1966 portant code pénal dans son volet relatif

à la révision de la dépenalisation de l'acte de gestion et des actes de management des entreprises, jusqu'à l'élection de l'APN, afin d'approuver ces amendements importants pour un approfondissement et une consécration de la pratique démocratique. Le Conseil des ministres a également écouté un exposé présenté par le ministre des Ressources en eau sur la stratégie nationale de développement des ressources en eau non conventionnelles visant à faire face aux pénuries d'eau. Au terme de la présentation, le Président Tebboune a ordonné la création d'une Agence nationale de supervision de la gestion des stations de dessalement de l'eau de mer, sous la tutelle du ministère de l'Energie. Comme il a donné instruction pour la réalisation de nouvelles stations de dessalement de l'eau de mer en tenant compte de la rapidité de réalisation et du choix stratégique des sites. L'activation de toutes les lignes des stations de dessalement de l'eau de mer en vue d'augmenter les réserves en eau, a été exigée par M. Tebboune, qui a également ordonné d'interdire l'exploitation des eaux souterraines dans la plaine de la Mitidja et leur utilisation exclusive dans l'irrigation agricole dans la région. Commentant l'exposé du ministre de l'Agriculture concernant les préparatifs de la saison moisson battage 2020-2021, le Président a souligné l'importance de l'adoption des moyens scientifiques disponibles, en vue de relever les niveaux de production



Ph/D. R.

céréalière, l'association de comités composés d'ingénieurs agronomes en vue d'étudier la nature des terres agricoles et de dégager un plan stratégique d'organisation des spécialités de production. Il a aussi appelé à s'orienter davantage vers la spécialisation de la production du blé dur, étant le plus coté sur le marché international, tout en tenant compte de la nature des terres agricoles en Algérie et en œuvrant à l'exploitation du surplus de produc-

tion locale en blé dur et à la réduction des quantités importées de blé tendre. Le Président a enjoint, dans ce même registre, de réviser la cartographie de céréaliculture, notamment le blé dur, selon les spécifications techniques, géographiques et économiques de chaque région et l'élaboration d'une conception globale et réaliste, en vue d'opérer une véritable révolution en matière de production des céréales et des

semences. Concernant l'exposé présenté par le ministre de la Culture et des Arts autour du plan d'action dédié à la relance de l'industrie cinématographique et de la production audio-visuelle, le président de la République a chargé le Gouvernement d'examiner les différents aspects relatifs à la relance de ce secteur, à travers la détermination d'un nombre de projets principaux, en vue de structurer cette activité. **A. F.**

Pétrole

Réunion cruciale de l'Opep+ en vue d'une hausse de la production

Les marchés mondiaux du pétrole sont dans l'attente de la réunion de l'alliance Opep+, prévue demain, pour décider de poursuivre la hausse de la production de pétrole entamée début mai. L'Arabie saoudite et la Russie défendent des positions différentes. Le premier craint les conséquences de la crise sanitaire indienne, tandis que le second veut profiter de la hausse des cours. Les pays producteurs de pétrole (Opep) vont-ils décider d'une hausse de leur production ? Les membres de ce cartel se réunissent demain en présence de leurs alliés (Opep+) pour décider des modalités d'accompagnement d'une reprise de la demande. L'Organisation, élargie depuis 2016, avait décidé, début mai, de rouvrir les vannes, prévoyant un rebond de la demande d'environ 6 millions de barils par jour. L'optimisme de

l'Opep+ pourrait néanmoins s'opposer à la prudence de l'Arabie saoudite qui craint un regain de tensions sur le front de la crise sanitaire. D'après le plus puissant des membres de l'Opep, la vague pandémique qui sévit en Inde, accélérée par un nouveau variant, pourrait remettre en cause les perspectives de reprise. L'Inde est le troisième plus gros consommateur de pétrole au monde. D'après d'autres analystes, la demande de pétrole devrait néanmoins augmenter dans les prochains mois avec l'amplification de la vaccination, notamment en Europe et aux Etats-Unis, qui va soutenir la reprise des voyages. Cités par l'AFP, les analystes de JBC tablent sur un manque de 3 millions de barils par jour entre juillet et août. Cette situation a favorisé le retour des cours du pétrole sur leur niveau d'avant-crise sanitaire. Le baril euro-

péen de Brent a terminé proche des 70 dollars vendredi, quand son homologue d'outre-Atlantique, le WTI, cotait autour de 66 dollars. La Russie, chef de file des alliés à l'Opep, va probablement peser de tout son poids pour augmenter la production de pétrole et profiter de la manne d'un cours en hausse. En outre, l'Opep+ suit comme le lait sur le feu, la progression des très discrètes discussions entre les Etats-Unis et l'Iran sur la levée des sanctions qui signifieraient le retour de la République islamique dans le jeu. Le monde est privé du pétrole iranien depuis la rupture unilatérale de l'accord sur le nucléaire par Donald Trump, alors président des Etats-Unis, en 2018. Soit un manque à gagner de 1,5 million de barils de brut par jour. Le rapport de l'Opep, publié plus tôt ce mois-ci, montre l'amélioration constante de la demande de

brut au cours du mois d'avril dernier, dans un contexte d'augmentation des vaccinations contre le coronavirus, bien que la répartition de sa distribution à l'échelle mondiale demeure inégale. L'alliance, qui réunit des membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, ainsi que des producteurs indépendants dont notamment la Russie, a accepté, depuis le début du mois d'avril, d'assouplir les restrictions sur la production de

350 000 barils par jour en mai, afin de stabiliser la réduction de la production pétrolière à hauteur d'environ 6,65 millions de barils par jour. L'alliance mettra en œuvre une autre mesure pour réduire la production en juin de 350 000 barils supplémentaires par jour, à 6,3 millions de barils. Cette décision devrait être suivie d'une nouvelle réduction de près de 400 000 barils par jour, à 5,85 millions de barils durant le mois de juillet. **Meriem Benchaoua**

Bilan des dernières 24 heures

Virus : 269 nouveaux cas et 5 décès

L'ALGÉRIE a enregistré 5 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, soit le même nombre de cas qu'hier (5), portant à 3 465 le total des morts, a annoncé, hier, le ministère de la Santé. Le nombre de contaminations a connu une légère hausse, avec 269 cas, soit 11 cas de plus par rapport au bilan d'hier (258), pour atteindre, au total, 128 725 cas confirmés.

R. N.

Les agences d'Air Algérie prises d'assaut

Les Algériens pressés de partir ou de rentrer au pays

■ Des files monstres se sont formées hier devant les différentes agences de la compagnie aérienne nationale Air Algérie. Pressés de quitter le pays, de réserver un vol pour le retour d'un proche coincé depuis plus d'une année à l'étranger ou juste pour demander des clarifications sur la programmation des vols, tous étaient d'accord pour dire que «les nouveaux tarifs sont trop élevés».

Par Thininene Khouchi

Deux jours avant la reprise officielle des vols prévue pour le 1^{er} juin, conformément aux décisions des autorités algériennes relatives à l'ouverture partielle de l'espace aérien sur l'International, des dizaines de citoyens ont pris d'assaut les différentes agences de la compagnie aérienne nationale Air Algérie. A en juger par les longues files d'attente formées devant ces agences dès 8h du matin et même avant, les Algériens semblent impatients de quitter le pays. Selon Radia, une dame de 60 ans venu renouvelé le billet d'avion de sa fille coincée depuis quatorze mois en France : «Je m'attendais à ce qu'il y ait du monde, mais pas à ce point. Je suis ici depuis deux heures et je crois que j'en ai encore pour deux bonnes autres heures». Abderrahmane, père d'un étudiant en France, venu acheter un billet pour son fils, l'a jugé trop cher et a exprimé son mécontentement quant aux conditions et mesures d'entrée auxquelles devront se soumettre les Algériens désireux de retour au pays, notamment son fils. «Déjà que le billet est trop cher, il faut ajouter à cela les frais du séjour de confinement de 5 jours», nous confie notre interlocuteur, ajoutant : «C'est du vrai n'importe quoi !». Parmi cette file d'attente, plusieurs personnes sont venues acheter des billets pour visiter des proches qu'ils n'ont pas vus depuis des années. C'est le cas de Dalal, mère d'une fille deux



PHE. Soraya/J. A.

ans qui n'a pas encore vu son papa, coincé en Tunisie. Elle est venue demander des clarifications sur le début des vols vers la Tunisie ainsi que les tarifs. «J'ai vu que les vols vers la Tunisie débutent en juillet, je suis venue demander si c'est vrai et voir aussi les tarifs». et d'ajouter : «Pour ne pas vous mentir, même si les tarifs sont trop élevés, après deux ans privée de mon mari, je suis prête à mettre le prix qu'il faut pour le rejoindre». Il est à rappeler qu'après 14 mois de fermeture des frontières algériennes, la compagnie aérienne nationale Air Algérie a annoncé, samedi dans un communiqué, son programme de vols et les tarifs. En effet, Air Algérie a indiqué que le vol Constantine-Tunis-Constantine se fera tous les vendredis, Alger-Tunis-Alger (tous les dimanches), Alger-Paris (Orly)-Alger (tous les mardis et jeudis), Alger-Marseille-Oran (tous les Samedis) et celui de Alger-Barcelone-Alger (tous les mercredis). A propos des tarifs, Air

Algérie a précisé que les indications tarifaires à partir de l'étranger sont arrêtées comme suit : au départ de Tunis : 591 dinars tunisiens l'aller-retour (TTC), au départ de Istanbul : 686 dollars l'aller-retour (TTC), au départ de Paris : 518 euros l'aller-retour (TTC), au départ de Marseille : 391 euros l'aller-retour (TTC) et au départ de Barcelone : 317 euros l'aller-retour (TTC). En supplément, ajoute le communiqué, les frais de confinement fixés à 41 000 DA (TTC) sont payables selon l'équivalent en monnaie étrangère (applicable uniquement pour la destination étranger-Algérie). Concernant les conditions d'entrée en Algérie, la compagnie a expliqué qu'en plus d'un billet d'avion confirmé sur le vol réservé, les personnes de plus de 12 ans doivent être munies d'un test RT-PCR Covid négatif datant de moins de 36 heures avant la date de départ (en langues arabe, française ou anglaise), à présenter à l'enregistrement et à remettre à l'arrivée.

Une fiche sanitaire «dûment renseignée» à présenter à l'enregistrement et à remettre à l'arrivée, téléchargeable sur le lien (<https://airalgerie.dz/fiche-sanitaire-fr-en-ar>), est également exigée. Le paiement des frais de confinement obligatoire de 5 nuits au moment de l'achat ou de la confirmation du billet d'avion, ajoute Air Algérie, expliquant que le montant fixé à 41 000 DA (ou équivalent en monnaie étrangère) couvre les frais de transport vers le lieu du confinement, l'hébergement en pension complète et le test Covid prévu à la fin du confinement. L'exonération des frais de confinement est entendue dans la limite de deux enfants de moins de 12 ans par famille, note le document. Par ailleurs, la compagnie a annoncé que l'achat d'un nouveau billet est disponible sur son site web (www.airalgerie.dz), au niveau du Contact Center Air Algérie, au niveau de ses agences en Algérie, en France (Paris et Marseille), en Espagne, ainsi qu'au niveau de son agence à Tunis et celle d'Istanbul, soulignant que d'autres points de vente seront ouverts ultérieurement. Pour la confirmation et/ou changement des anciens billets, ainsi que le règlement des frais de confinement, ils se feront au niveau Contact Center Air Algérie, des agences de la compagnie en Algérie, en France (Paris et Marseille), en Espagne, ainsi qu'au niveau de son agence à Tunis et celle d'Istanbul, selon la compagnie.

T. K.

Pour en finir avec l'intermédiaire entre deux pays voisins

Ziani : «Les Libyens réclament de traiter en direct avec les Algériens»

Pour asseoir une relation économique fondée sur le principe gagnant-gagnant entre l'Algérie et la Libye, beaucoup de choses restent à faire dans l'intérêt mutuel des deux pays, a estimé le président de la Confédération des industriels et producteurs algériens (Cipa) qui a réclamé «un passage d'une zone sous douane à une zone de libre-échange». Invité de la rédaction de la Chaîne 3, Abdelouhab Ziani dira : «Nous sommes en pleine exploration, c'est dire la volonté des deux parties et au niveau des deux Etats, en attendant que les politiques rattrapent l'avance des opérateurs sur le chapitre économique».

Pour cela, il a rassuré : «Nous, hommes d'affaires, de part et d'autre, sommes préparés et maîtrisons les voies et moyens d'en-

trée et de sortie des marchandises». En dépit de la fermeture des frontières durant deux ans, les Libyens, doit-on le rappeler, connaissent bien nos produits et cela remonte à loin. Mais il faut attirer l'attention sur le fait que ces échanges se faisaient via la Tunisie, ce qui coûte forcément de l'argent en plus. «Les Libyens réclament actuellement à traiter en direct avec les Algériens», a affirmé le patron de la Cipa. Par ailleurs, l'invité de la radio a évoqué l'informel qui domine le flux commercial. La solution, de son point de vue, est de légaliser cette importante dynamique. Car, a-t-il argué, la fuite de nos produits, présents dans tous les pays du voisinage, peut coûter jusqu'à 5 milliard de dollars. Il a revendiqué, à cet effet, d'«arrêter la saignée en créant une task-force en matière fiscale et il faut

diminuer de la fiscalité pour exporter aisément et laisser les gens du marché parallèle intégrer notre marché réel et gagner de l'argent». Il fera savoir qu'«il y a une forte demande de la part des voisins libyens, notamment en matière de machinisme et produits agricoles, entre autres besoins, qu'on peut transformer en un grand partenariat entre l'Algérie et la Libye». «Il faut attirer les Libyens vers nos plateformes activant à Debdeb, In Salah et In Aménas où des zones industrielles existent», a-t-il réclamé, soulignant qu'il ne faut pas oublier que les Libyens ont externalisé eux-mêmes certains de leurs activités de transformation en Tunisie, en Egypte, en Turquie, et donc il va falloir investir dans le territoire libyen et inviter des IDE à investir chez nous». Il faut donc penser, a-t-il indiqué,

à externaliser nos entreprises en matière de services, comme c'est le cas de Sonatrach et de Sonelgaz, le BTP et les travaux publics ainsi que les activités des petites transformations à échanger entre nous, de même pour la pharmacie sachant que l'on a la Silicone Valley du médicament et «saisir cette chance de l'avantage du voisinage».

Pour le président de la Cipa, l'ambition du patronat algérien est d'aller conquérir aussi d'autres marchés comme le Tchad, le Niger, la Nigeria, le Sénégal, etc. Pour être concurrentiel dans une Libye convoitée de partout et construire l'avenir ensemble, Abdelouhab Ziani a insisté sur l'externalisation des entreprises algériennes et attirer les IDE libyens avec ouverture des frontières. Pour ce faire, l'Algérie a besoin, selon l'orateur,

LA QUESTION DU JOUR

Législatives du 12 juin : nationalistes vs islamistes (6)

Suite de la page une

Encore faut-il se garder de mettre dans le même sac les trois wilayas qui la composent, l'une d'entre elles, Bouira, ayant pris part à ces deux consultations dans la même proportion qu'Alger, par exemple. Quand la participation confine à zéro quelque part, ce n'est pas d'abstention qu'il convient de parler mais de boycott. Parmi les formations politiques ayant opté pour la non-participation, il se trouve que les plus importantes au point de vue électoral sont à implantation kabyle, le RCD et le FFS. Le boycott ne peut être qu'actif, à la différence de l'abstention. Jusque-là toutefois, la campagne électorale dans cette partie du pays s'est déroulée sans que des incidents soient rapportés, on dirait dans une indifférence surjouée. Le scrutin peut être à l'avenant. Reste qu'il n'est jamais bon pour la stabilité d'un pays qu'une région se démarque trois fois de suite pour un motif politique. Cela serait d'autant plus préoccupant que dans les deux wilayas en question, Tizi Ouzou et Béjaïa, il doit y avoir aussi bien des islamistes que des nationalistes, dont les différents partis appellent quant à eux à la participation massive. Le FLN, le RND, le MSP, et d'autres encore, ayant des militants dans ces deux wilayas, l'abstention devrait être moindre que lors des deux occasions précédentes, quand bien même elle serait plus marquée qu'ailleurs. Si tel n'était pas le cas, alors cela voudrait dire que ces deux wilayas sont un cas à part, que politiquement parlant elles ne présentent pas le même tableau que le reste du pays. On peut aborder la question autrement et se demander si en fait Tizi Ouzou et Béjaïa n'ont pas basculé dans le berbérisme, l'antichambre du séparatisme. A l'origine, le berbérisme était une rare maladie infantile apparue en Kabylie dans les recoins les plus sombres du PPA-MTLD. S'il avait la moindre légitimité historique ou politique, c'est à ce moment qu'il serait sorti à l'air libre, qu'il se serait déclaré pour ce qu'il était, un rejet sans appel de l'arabisation pourtant déjà achevée de l'Algérie. Ce qu'il s'était bien gardé de faire alors, sachant le sort qui lui aurait été réservé en Kabylie même. Ce n'est pas le FLN qui a arabisé l'Algérie, mais quatorze siècles d'histoire.

M. H.

d'une ligne au quotidien, améliorer le fret maritime et faire du sur-place au niveau des frontières, ainsi qu'une banque algéro-libyenne revendiquée par les opérateurs des deux côtés et finir avec les lignes de crédits intermédiaires.

Louisa Ait Ramdane

Mostaganem

Le wali redynamise le secteur de l'Emploi

■ Le wali de Mostaganem, Aissa Boulahya, en installant le nouveau chef d'antenne de l'emploi de la wilaya (Awem), en l'occurrence Mahfoud Seghayria, espère donner un nouveau souffle au secteur de l'Emploi.

Par Lotfi Abdelmadjid

Conscient qu'il faut impulser l'emploi, ces derniers mois il s'est rigoureusement penché sur l'investissement. D'autre part, nous noterons que dans toutes ses rencontres avec les opérateurs économiques dédiés à divers secteurs d'activités, il a toujours mis en exergue sa vision pour la création de l'emploi.

Le chef de l'exécutif s'est longtemps intéressé aux mécanismes à mettre sur pied pour résorber le chômage, surtout pour les diplômés. En effet, l'emploi à Mostaganem est une préoccupation majeure et évidente pour les pouvoirs publics d'abord et pour ceux qui espèrent s'initier dans la vie active.

Les statistiques du chômage, comme partout ailleurs, donnent le tournis à ceux qui les découvrent.

Ceux, qui, rongés par le chômage, entreprennent malheureusement d'autres voies non «orthodoxes» afin de survivre et échapper plus ou moins à la précarité. La délinquance, le banditisme, la contrebande, la drogue,

la prostitution et la «harga», sont des indices manifestes de l'oisiveté des jeunes. Aujourd'hui, la question de l'emploi est considérée comme cruciale. Lors de l'installation du nouveau chef d'antenne en présence du directeur général de l'Agence nationale de l'emploi (Anem), Abdelkader Djaber, il recommande la visite aux nouvelles agences, surtout celle de Achaacha, à l'extrême Est de la wilaya.

Le wali se focalise sur cette daïra car le chômage est omniprésent à défaut d'investissements absorbant de la main-d'œuvre.

D'autre part, Aissa Boulahya exige du nouveau chef d'antenne de fournir des efforts pour diminuer le chômage dans la wilaya par des réflexions et des manifestations afin de combattre le spectre du chômage.

Il espère que ce nouveau responsable promeut ses annexes par l'application des textes avec des actions justes au profit des demandeurs d'emploi.

On apprend, par ailleurs, qu'après l'installation du chef



PhD. R.

d'antenne de la wilaya, le directeur général de l'Agence nationale de l'emploi s'est réuni avec l'ensemble des responsables

des annexes des daïrates, vraisemblablement pour aiguiller la nouvelle feuille de route et mettre sur pied une stratégie de promo-

tion de l'emploi dans la wilaya, tenant compte des spécificités de chacune des régions de la wilaya. **L. A.**

Législatives du 12 juin à Béjaïa

Les candidats absents sur le terrain

Quoi que la campagne électorale pour les élections législatives anticipées du 12 juin boucle déjà 10 jours à Béjaïa, elle n'a pas encore débuté dans les faits à Béjaïa.

Sur le terrain, rien n'indique que des candidats sont en course pour les fauteuils confortables de la chambre basse du Parlement situé au boulevard Zighoud-Youcef. Les postulants se font rares et leur campagne électorale se résume à des rencontres de proximité et dans la discrétion totale. Des rencontres privées sont menées.

On est loin des grands événements des années précédentes où l'on se faisait

remarquer en visitant des cafés et lieux publics drainant du monde pour tenter de s'attirer les faveurs et la sympathie du public et faire parler de soi. Les candidats sont trop timides cette fois-ci et le contexte y est pour beaucoup. La majorité est méconnue du public.

Certains n'ont même pas affiché leur photo, comme de coutume, sur les tableaux réservés à cela.

D'autres préfèrent le contact avec leurs connaissances, à défaut d'une approche directe avec les citoyens qui ont la tête ailleurs. Rien n'indique qu'il y a une campagne électorale ou un événement politique. Même les partis politiques en lice

qui disposent de militants chevronnés, jeunes et dynamiques, ne sont pas présents sur le terrain. Les sites ou panneaux prévus pour la publicité des candidats sont toujours vides. Très rares sont les listes qui ont fait leur apparition sur les réseaux sociaux.

L'on parle de la participation de certains personnalités connues dans la région, mais il est difficile de le confirmer. En outre, le programme des rencontres avec les électeurs n'a pas été communiqué comme d'habitude. Certains se sont contentés de communiquer leurs listes sur les réseaux sociaux et entre groupes restreints. «C'est pour éviter de provoquer

des tensions que l'on procède ainsi», estiment certains observateurs. Cela est dû à l'hostilité affichée par les citoyens vis-à-vis de cette joute électorale.

Les postulants n'ont pas non plus ouvert, comme par le passé, des quartiers généraux (QG) et permanences électorales. Il faut attendre les jours prochains pour voir si les candidats sortiront de leur réserve et aller à la rencontre du public ou persister dans leur silence.

Il est utile de rappeler que 17 listes électorales sont en course pour décrocher les 9 sièges accredités, cette fois-ci, à la wilaya de Béjaïa.

H. Cherfa

Rencontres ministérielles algéro-libyennes

Examen des voies de renforcement de la coopération économique

Le ministre des Finances, **A i m e n e** Benabderrahmane et le ministre libyen de l'Economie et du Commerce, Mohamed Al-Hawij, ont examiné, hier à Alger, les voies et moyens du renforcement de la coopération dans les domaines de l'économie et du commerce.

Cette rencontre s'est tenue en marge du Forum économique algéro-libyen, en présence d'une importante délégation représentant les entreprises des deux pays.

Lors de cette rencontre, les deux ministres ont exprimé la volonté commune et la disposition des deux pays à renforcer la coopération dans les différents domaines.

Les rencontres bilatérales ayant réuni des membres du gouvernement algérien et

d'autres du gouvernement libyen d'Unité nationale ont concerné les secteurs de l'Intérieur, du Travail et de la Sécurité sociale, des Transports et des Travaux Publics, de la Santé, des Finances et de l'Energie.

...Renforcer également la coopération dans le domaine de l'énergie

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a examiné, hier à Alger, avec le ministre libyen du Pétrole et du Gaz, Mohamed Ahmed Aoun, les moyens de renforcer la coopération dans le secteur de l'Energie entre les deux pays, notamment dans les domaines des hydrocarbures et de la production de l'électricité.

Lors d'une rencontre bilatérale tenue en marge du Forum

économique algéro-libyen, les deux ministres ont exprimé leur pleine disponibilité à développer la coopération dans le secteur de l'Energie et d'échanger l'expérience et l'expertise.

Accompagné d'une importante délégation composée de présidents de groupes et de directeurs généraux de grandes compagnies nationales du secteur de l'Energie, M. Arkab a rappelé que ce secteur prévoit en Algérie plusieurs projets et réalisations favorables au renforcement de la coopération avec la partie libyenne.

Parmi les principaux domaines soumis à l'examen et à l'étude, M. Arkab a cité les hydrocarbures, la production de l'électricité et du gaz, outre la distribution et la maintenance des réseaux.

Pour sa part, M. Aoun a souligné «l'importance de renforcer les relations historiques entre les deux pays par des relations économiques efficaces, notamment dans le domaine de l'énergie».

Après les conditions exceptionnelles qu'elle a vécues, la Libye aspire à bénéficier de l'expérience et de l'aide algérienne lors de la phase de reconstruction, notamment de l'expertise des entreprises algériennes.

Beldjoud s'entretient avec son homologue libyen

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud, s'est entretenu, hier à Alger, avec son homo-

logue libyen Khaled Tijani Mazen.

La rencontre s'est déroulée en marge de la visite officielle en Algérie du Chef du gouvernement d'Unité nationale libyen, Abdelhamid Dbeibah.

Les deux parties ont convenu, à cette occasion, de «renforcer la coopération dans le domaine de compétence des deux ministères».

Samedi, le Chef du gouvernement d'Unité nationale libyen, Abdelhamid Dbeibah, avait entamé une visite officielle de deux jours en Algérie, à la tête d'une importante délégation ministérielle.

A son arrivée à l'aéroport international Houari-Boumediène, il avait été accueilli par le Premier ministre, Abdelaziz Djerad.

Maya B.

Objet d'un atelier à El Kala

Les procédures d'exploitation du corail rouge sous diagnostic

Les travaux d'un atelier relatif aux procédures de gestion et d'exploitation du corail rouge se poursuivent pour la deuxième journée consécutive au niveau de l'Ecole de formation technique de pêche et d'aquaculture (Eftpa) d'El Kala (wilaya d'El Tarf), a indiqué le directeur de l'Agence nationale de développement durable de la pêche et de l'aquaculture (Andpa).

Par Samia Y.

Organisée à l'initiative de ce même organisme, cet atelier pratique auquel participent trois directeurs centraux, des responsables locaux de l'Andpa et des Ecoles de pêche de Collo (Skikda), Annaba et Jijel, vise à «uniformiser les procédures de gestion d'exploitation du corail depuis l'adjudication jusqu'à la commercialisation, en prévision de la prochaine réouverture de l'exploitation de ce produit de la mer», a affirmé Naim Belakri.

Un exercice de simulation consacré à l'explication des différentes étapes suivies dans ce domaine et à la standardisation des documents concernés

(déclaration sommaire, documents de traçabilité du produit, registres de plongée, ouverture des plis, autorisations de pêche) a été suivi par les participants en vue de les former aux procédures et assurer une même compréhension des tâches assignées, a précisé le même responsable. Cet atelier qui a vu la participation d'une trentaine de responsables de Chambres de pêche et d'aquaculture et de Directions de ressources halieutiques relevant des wilayas de Skikda, Annaba, Jijel et El Tarf, a été mis à profit également pour expliquer les «méthodes d'élaboration des PV de la Commission générale de la pêche, en sus de déterminer la mission assignée à chaque intervenant lors de la période de concession, et la pré-

paration des moyens humains et logistiques au niveau des wilayas concernées», a-t-on précisé. D'autres ateliers, encadrés par les cadres formés durant ces deux jours, seront prochainement organisés au profit de futurs exploitants et professionnels désireux participer à l'adjudication, a indiqué M. Belakri.

La pêche du corail rouge sera rouverte «durant l'année en cours», a indiqué le même responsable, rappelant que toutes les conditions seront réunies, conformément à l'annonce faite par le ministre de tutelle lors de sa dernière visite de travail dans la wilaya d'El Tarf.

Une fois relancée, cette activité qui a été suspendue deux décennies durant, sera pratiquée au niveau des zones Est et Ouest du pays, englobant 10 périmètres dont trois à El Tarf.

Chaque périmètre sera attribué à 30 concessionnaires avec un délai d'exploitation de cinq ans et une «quantité de pêche autorisée minimale de 100 kg/an», a rappelé le directeur de l'Andpa. S. Y.



PMD. R.

France

Le déficit budgétaire devrait atteindre 220 milliards d'euros en 2021

Le déficit du budget de l'Etat en France va atteindre en 2021 un nouveau record après celui de 2020, environ 220 milliards d'euros, en raison des dépenses massives engagées pour soutenir la reprise de l'économie affaiblie par l'épidémie de Covid-19. Le déficit budgétaire devrait augmenter de près de 47 milliards de plus que ce qui avait été budgété en loi de finances initiale, a déclaré samedi le ministre français des Comptes publics Olivier Dussopt. Cette aggravation de plus de 20 % de l'estimation de déficit pour 2021 est «la conséquence des mesures de soutien

que nous continuons à prendre pour accompagner au mieux la reprise», selon le ministre des Comptes publics. Le gouvernement doit présenter le 2 juin un projet de loi de finances rectificative (PLFR) comprenant 15 milliards d'euros de mesures d'urgence supplémentaires, qui serviront notamment au financement de l'activité partielle et à des aides ciblées pour les entreprises en difficulté, avaient détaillé Olivier Dussopt et le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire, dans un entretien aux «Echos» jeudi.

De nouveaux dispositifs d'aide aux entreprises en très gran-

de difficulté ou d'allègement fiscaux pour les sociétés doivent aussi être présentés à l'occasion du PLFR.

Le gouvernement français avait initialement prévu de réduire le déficit de l'Etat à 173,3 milliards d'euros en 2021, contre 182 milliards en 2020, année marquée par un effondrement brutal de l'activité au printemps, lors du premier confinement. La crise du Covid-19 a déjà plus que doublé en 2020 le déficit de l'Etat par rapport à 2019 (85,7 milliards), année elle-même marquée par une augmentation imprévue des dépenses liée à la crise

sociale des gilets jaunes, après une année de déficit contenu à 66 milliards en 2018.

Le déficit public, qui comprend outre le déficit du budget de l'Etat celui de la Sécurité sociale et des collectivités locales, était lui prévu initialement à 8,5 % du PIB pour 2021, mais avait déjà été révisé à la hausse, à 9 %, début avril. Le creusement du déficit public devrait enfin creuser davantage la dette publique, qui s'est envolée l'an dernier à 115,7 % du PIB. Le ministre de l'Economie tablait en avril sur une progression à 118 % pour cette année.

Farid M.

Industrie automobile

Une usine chinoise de batteries électriques sera créée en France

Une usine de batteries électriques du groupe chinois Envision va être implantée à Douai (Nord) pour fournir le constructeur automobile Renault, avec 2 000 emplois à la clé, a rapporté le quotidien français «Le Figaro».

«Le chinois Envision va annoncer dans quelques semaines la création à Douai de son usine de batteries élec-

triques en France», indique le journal. «Deux mille emplois y seront créés d'ici à 2025, lorsque le site aura atteint toutes ses capacités», détaille «Le Figaro», rappelant que le groupe chinois, spécialisé dans les énergies renouvelables, avait annoncé en septembre son intention de s'implanter en France.

«L'Etat, la région et l'agglomération vont apporter leur soutien

financier à cette installation», selon le quotidien.

Le mois dernier, le directeur général de Renault, Luca de Meo, avait annoncé qu'il détaillerait prochainement sa stratégie dans la production de véhicules électriques et affirmé dans le Journal du Dimanche que son pôle de fabrication de voitures électriques dans le Nord pouvait «devenir le plus grand d'Europe».

Selon le «Financial Times» de mercredi, le constructeur japonais Nissan est en «discussions avancées» avec le gouvernement britannique pour bâtir au Royaume-Uni une usine géante de batteries qui serait gérée par Envision. Le groupe chinois a acquis AESC, la division de batteries électriques de Nissan, il y a deux ans.

Nabila T.

Royaume-Uni

Londres construit un navire amiral chargé de promouvoir ses intérêts commerciaux

Le Royaume-Uni va construire un nouveau vaisseau amiral, véritable «étendard national», pour accueillir des événements commerciaux et promouvoir ses intérêts post-Brexit dans le monde, a annoncé le Premier ministre, Boris Johnson.

Le navire fournira une plateforme mondiale aux produits des

entreprises britanniques ainsi qu'aux négociations commerciales de haut niveau, a déclaré Downing Street, alors que le Royaume-Uni cherche à nouer de nouvelles relations commerciales après avoir effectivement quitté l'Union européenne fin 2020.

Il sera également appelé à jouer un rôle dans la mise en

œuvre de la politique étrangère et de la sécurité du pays, en accueillant notamment sommets et entretiens diplomatiques.

Il s'agira du premier vaisseau amiral en service depuis 1997, date à laquelle le Royal Yacht Britannia avait cessé de naviguer. M. Johnson a toutefois insisté sur le fait que le rôle du nouveau navire serait «différent»

de celui de ses prédécesseurs, «reflétant le statut naissant du Royaume-Uni en tant que grande nation commerciale maritime indépendante».

«Chaque aspect du navire, de sa construction aux entreprises qu'il mettra en valeur à bord, représentera et promouvra le meilleur du Royaume-Uni», a-t-il déclaré dans un communiqué,

vantant un «symbole clair et puissant de notre engagement à être un acteur actif sur la scène mondiale». La construction du navire devrait commencer en 2022 et être entièrement achevée en quatre ans, a indiqué Downing Street, qui ne pourra confirmer son coût qu'à l'issue de l'appel d'offres.

Agence

Chine
Le secteur de la logistique retrouve pratiquement son niveau pré-pandémique

L'INDUSTRIE chinoise de la logistique est pratiquement revenue à son niveau pré-pandémique grâce à une croissance continue en avril, selon les données industrielles.

La valeur de la logistique sociale du pays a atteint 97 400 milliards de yuans (environ 15 250 milliards de dollars) au cours des quatre premiers mois de cette année, soit une hausse de 20 % en base annuelle, a indiqué la Fédération chinoise de la logistique et des achats. Les revenus combinés du secteur de la logistique se sont élevés à 3 600 milliards de yuans pendant la période janvier-avril, soit une flambée de 34,3 % sur un an, selon la fédération. R. E.

Saison estivale

Coordonner les efforts pour une meilleure protection des citoyens

■ Les participants à une rencontre de sensibilisation autour des accidents de la circulation en préparation de la prochaine saison estivale, organisée samedi à Alger, ont souligné la nécessité de coordonner les efforts en partenariat avec les parties concernées, en vue de protéger les citoyens en cette période.

Par Faten D.

A ce titre, le sous-directeur de la communication à la Protection civile, le colonel Farouk Achour, a rappelé l'importance de la sensibilisation à la gravité des accidents de la circulation et ce, en partenariat avec la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) et de la Délégation nationale à la sécurité routière (DNSR), en préparation de la saison estivale.

Le colonel Achour a insisté, à l'occasion, sur la nécessité de conjuguer et coordonner les efforts avec tous les partenaires, à l'effet de prendre en charge tous les risques induits par les accidents de la circulation et autres risques se produisant en période estivale, à travers le renforcement de l'action de terrain, notamment en matière de sensibilisation, estimant que cette rencontre est une opportunité de

vulgariser les efforts consentis en la matière.

Concernant les accidents de la circulation, le représentant de la Protection civile a fait savoir que son secteur a enregistré, l'année passée, 684 morts et 29 413 blessés dans 4 356 accidents de la circulation, en sus de 29 décès depuis le 10 mai en cours dans des points d'eau, dont 23 enfants âgés de moins de 12 ans.

De son côté, le sous-directeur de la sécurité routière à la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), le commissaire principal Rachid Ghazali, a fait état d'un recul, entre 2019 et 2020, du nombre de décès et d'accidents de la circulation, soulignant la nécessité de réprimer les contrevenants.

Dans le même sillage, la chargée de gestion de la Délégation nationale à la sécurité routière (DNSR), Fatima Khellaf, a évoqué les efforts consentis en matière de prévention contre les accidents de la circulation à travers les campagnes de sensibilisation au profit des usagers de la route et au niveau des établissements scolaires, en coordination avec les parties prenantes.

En marge de cette journée de sensibilisation, une exposition commune a été organisée avec l'ensemble des parties prenantes en vue de s'enquérir du matériel et des équipements techniques modernes, utilisés dans la prévention et la sécurité routières, en sus de la réalisation d'une simulation d'un accident de la circulation corporel montrant la



coordination sur le terrain entre les services de police et la Protection civile en matière d'intervention pour fournir les soins et sauver la victime.

F. D.

52^e promotion de l'ENA

L'Algérie ne saurait relever les défis majeurs sans une ressource humaine hautement qualifiée

L'Algérie ne saurait relever les défis majeurs imposés par le contexte international particulier et les exigences de l'édification de l'Algérie nouvelle sans l'existence d'une «*ressource humaine hautement qualifiée*», a affirmé, samedi à Alger, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud.

Dans une allocution prononcée à l'occasion de la cérémonie de sortie de la 52^e promotion de l'Ecole nationale d'administration (ENA) «*Moulay-Ahmed Medeghri*», lue en son nom par le secrétaire général du ministère, Mohamed Amin Dramchi, le ministre de l'Intérieur a souligné que l'Algérie s'apprêtait à faire face à des «*défis majeurs imposés par le contexte international*

particulier dans lequel nous vivons à l'extérieur et les exigences de l'édification de l'Algérie nouvelle à l'intérieur», ajoutant que ces défis ne sauraient être relevés sans «*une ressource humaine hautement qualifiée, ambitieuse et imprégnée des valeurs nationalistes*».

Ainsi, l'intérêt particulier accordé à la formation, dira le ministre, est venue en tête des priorités du programme du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui «*ne cesse de souligner la nécessité de préparer une élite de cadres nationaux qui s'acquitteront pleinement des responsabilités de demain de façon à élever notre pays au rang des pays pionniers*». Dans cette optique, M. Beldjoud a affirmé que son secteur réunira toutes les conditions

nécessaires en vue d'une bonne préparation de cette élite et œuvrera également à présenter un programme de formation complémentaire combinant «*les connaissances de base de l'administration publique, tels le droit, l'économie, les sciences politiques, le management public et les connaissances techniques comme la gestion des projets et des services publics, la gestion financière, les ressources humaines et les connaissances pratiques acquises grâce aux stages dans les différentes administrations centrales et régionales*».

C'est pour cette raison, poursuit le ministre, que les programmes de l'Ecole seront «*actualisés et modernisés*» pour se mettre, a-t-il dit, au diapason des exigences de la mutation

vers l'Algérie nouvelle, et seront élaborés de sorte que les diplômés de l'ENA puissent acquérir des compétences en matière d'analyse et de prise de décision sous la supervision d'un conseil scientifique et pédagogique.

Pour sa part, Hocine Mebrouk, docteur en droit administratif à l'ENA, a abordé, dans un cours inaugural donné à la nouvelle promotion, l'importance d'enseigner l'éthique de la profession, soulignant que la déontologie permet d'élever la compétence de l'agent administratif et ses performances.

L'ENA a décidé d'enseigner la déontologie de l'agent public garant de la place importante qu'occupe la moralisation de la vie publique dans le programme du Président Tebboune.

Hani T.

Conférence sur la Palestine

Création de la Coordination «Unis contre les crimes sionistes»

La Coordination juridique internationale «Unis contre les crimes sionistes» a vu le jour, samedi à Alger, dans l'objectif de coordonner les actions entre toutes les institutions, instances, unions et syndicats spécialisés dans les poursuites juridiques contre les criminels sionistes dans les tribunaux et les institutions internationales concernées.

Créée lors de la Conférence internationale organisée par l'Association algérienne «El Baraka» à Alger, en présence des conseillers juridiques et défenseurs de la cause palestinienne issus de 52 Etats de par le monde, la Coordination juridique internationale veille à

lever la qualification de «terroriste» sur les mouvements de résistance contre l'occupant sioniste, car ils visent l'autodétermination conformément aux traités internationaux et décisions de la légalité internationale ainsi qu'à créer un observatoire des archives palestiniennes pour la documentation des crimes de l'occupant sioniste contre les personnes, les lieux saints et les sites archéologiques. Elle œuvre également à maintenir la conférence ouverte pour faire face juridiquement et judiciairement aux crimes de l'occupant, ainsi qu'à créer une commission présidée par le docteur Youcef Hourri, composée des membres parmi les par-

ticipants pour appeler les instances et les institutions internationales concernées à une rencontre préparatoire pour mettre en place un cadre de coordination et d'échange d'expertises et de répartition des tâches.

Organisée sous le thème «Crimes de l'entité sioniste en Palestine» à laquelle ont pris part le ministre palestinien de la Justice, Mohammad Fahad Shalaldeh, l'ambassadeur de la Palestine en Algérie, Amine Makboul et le représentant de Hamas en Algérie, Abou Al Bara, la Conférence a débouché sur la création d'un front mondial face à la politique de ségrégation raciale dans les territoires palestiniens occupés.

Les recommandations ont appelé à la levée immédiate du blocus illégal dont les habitants de la bande de Gaza souffrent, mais également à l'arrêt de toutes les formes de normalisation avec l'occupation sioniste et la mise en place d'une cour pénale pour poursuivre les dirigeants de l'occupant pour ces crimes.

Les participants à cette conférence ont appelé la communauté internationale à faire des pas pratiques conformément à leurs engagements en vue d'amener les autorités sionistes à respecter leurs engagements et à arrêter leurs violations contre les Palestiniens.

Halim N.

Illizi Lancement d'un programme «spécial» pour booster le sport scolaire

Un programme «spécial» visant à booster le sport en milieu scolaire vient d'être lancé dans la wilaya d'Illizi, a-t-on appris, samedi, des initiateurs du projet.

L'opération, dont le coup d'envoi a été donné au niveau de la salle omnisports du chef-lieu de wilaya, intervient en application de la feuille de route adoptée conjointement par les secteurs de la Jeunesse et des Sports et l'Education nationale, dans le but de développer et promouvoir les activités physiques et sportives en milieu scolaire, ont-ils souligné.

Le programme s'articule autour de la mobilisation de l'ensemble des moyens humains et logistiques afin d'assurer l'encadrement pédagogique et l'espace approprié en milieu scolaire, a-t-on fait savoir.

Il s'agit aussi d'inciter les élèves issus des trois paliers scolaires à pratiquer le sport dans les différentes disciplines proposées et de programmer des compétitions individuelles et collectives entre les établissements éducatifs de la wilaya, a indiqué à l'APS le président de la ligue de wilaya de sport scolaire, Samir Belarabi.

Le programme sportif vise également «à donner un nouvel essor au sport scolaire, considéré aujourd'hui comme pépinière de sportifs talentueux, tout en assurant une bonne formation et l'accompagnement nécessaires aux jeunes», a-t-il précisé.

K. L.

Biennale algéro-française de design

La créativité des jeunes mise en valeur

■ La Biennale algéro-française de design est ouverte depuis mardi dernier à l'Institut français d'Alger, attirant un grand nombre de visiteurs. Placé sous le thème «Réinventer la ville par le design», cet événement met en valeur, jusqu'au 27 juin prochain, des projets de concepteurs innovants qui permettent au public de mieux cerner la notion du design dans l'environnement urbain.



Par Adéla S.

Un jury d'experts s'est réuni en février 2020, pour sélectionner les 22 étudiants qui expo-

seront leurs projets pour la première exposition de la Biennale «Explore Outside The Box, photographiez la cité de demain».

Les 22 étudiants, issus de 12 écoles algérienne et française,

nous amènent dans plusieurs villes, notamment Alger, Moscou, Nancy, Marseille...etc. «Ils sont tous de futurs architectes et designers issus d'écoles d'art, de design et d'architecture qui parle de

design à travers un médium qui est la photo», souligne Ferial Gasmil-Issiakhem, commissaire de Designe2020+1.

«Dans le projet de la Biennale de design, on parle de concepteur et non de designer. Le terme concepteur englobe les architectes, les artisans, les artistes, ingénieurs, chercheurs et enfin les designers. C'est pourquoi dès le départ nous avons décidé de prendre la ville comme exemple pour justement questionner la ville dans son rapport avec ces métiers», précise Ferial Gasmil-Issiakhem.

A propos de l'organisation de cette Biennale de design qui devait se tenir l'an dernier, la commissaire de Designe2020+1 a déclaré que l'événement a été reporté à cause de la pandémie. Cependant, cette contrainte est devenue une opportunité pour enrichir le programme qui s'étale sur un mois. Au cours de cet événement, et à travers les conférences, expositions, et projet, la notion de design est expliquée dans sa globalité.

Pendant un mois, du 27 mai au 27 juin 2021, puis en novembre 2021, Alger sera la «Capitale méditerranéenne du design et de l'architecture», avec plusieurs grandes expositions, des conférences, rencontres, masterclasses, ateliers, projections et travaux de réaménagement urbain. Plusieurs grandes personnalités y participeront, dont Matali Crasset, Jean-Paul Viguier, Philippe Starck, Marc Aurel, Yamo, Kamel Louafi, Djamel Klouche ou encore Chafik Gasmil.

Il est à noter que les visiteurs doivent s'inscrire au préalable.

A. S.

Opéra d'Alger Boualem-Bessaih Cours de guitare

Venez apprendre et enrichir vos connaissances dans la pratique de la guitare avec un répertoire universel et algérien en compagnie du professeur Bilal Bouchenine.

Les inscriptions se font au niveau du siège de l'Opéra d'Alger «Boualem-Bessaih», Ouled Fayet. Pour toute demande d'information ou pré-inscription, un numéro est mis à la disposition des intéressés : 0770 24 06 00.

Inscrivez-vous sans tarder, car les places sont limitées ! Cela se tiendra au niveau de l'Opéra d'Alger.

Salle Ibn Zedoun «Rejoins-moi au mont Waq Waq»

L'Office Riadh El-Feth reconduit la pièce théâtrale «Rejoins-moi au mont Waq Waq» du jeudi au samedi 03-04-05 juin 2021 à la salle Ibn Zedoun à partir de 20h45. Réalisée par Adila Bendimerad, sur un texte de Adila Bendimerad et Tarik Bouarrara.

Une épopée sur le parcours atypique d'une femme éprise de liberté, contrainte d'affronter l'adversité d'une vie dominée par les hommes. Le spectacle inspiré est du conte fantastique «Les aventures de Sindbad» de Hassen El Basri. D'une durée de 65 mn, le spectacle déroule, dans une forme fantastique, l'histoire d'une femme emprisonnée par ses oncles après avoir été déposée de l'héritage que lui a laissé son père qui, de son vivant, lui a prodigué tous les enseignements nécessaires pour affronter la vie.

A noter que le prix d'accès est 500 DA. Soyez les bienvenus.

L. B.

R. C.

Youssou Ndour

Le chanteur fait une pause dans sa carrière

Youssou Ndour a annoncé que l'orchestre du Super Etoile travaille en interne sur un projet de comédie musicale de «dimension mondiale» intitulée «Eutu Birima» (La cour de Birima).

Le chanteur, compositeur et interprète sénégalais Youssou Ndour a annoncé, jeudi, «une petite pause» dans sa carrière musicale qu'il mettra à profit pour soutenir la politique d'emploi du président de la République. «Je vais faire une petite pause, quand je dis pause cela signifie qu'il sera difficile de me voir dans les jours à venir sur scène. Pour le moment, ma carrière musicale qui est ma passion, sera en stand-by», a déclaré le lead vocal du Super Etoile. Youssou Ndour qui n'a pas donné plus de détails sur la durée de cette pause, s'exprimait

dans l'émission «Invité d'honneur» de la Télévision Futurs Médias, un organe du GFM, son groupe de presse. Il a déjà annoncé la sortie de trois albums pour accompagner les mélomanes durant cette période, précisant qu'ils ont été travaillés alors que les activités étaient à l'arrêt à cause du Covid-19. Le chanteur dit avoir réfléchi pendant cette période de crise sanitaire liée à la pandémie de coronavirus qui a touché le secteur culturel. «Depuis trente ans, je ne fais que courir et depuis deux ans tout est à l'arrêt à cause du Covid-19 et comme chaque Sénégalais, chaque personne, cela m'a plongé dans une réflexion», a-t-il dit. «J'ai reconsidéré les choses. J'ai réfléchi et j'ai écouté les gens. Il faut avoir plus d'attention parce que si quelque chose t'arrive, il faut

savoir en tirer les enseignements pour savoir rebondir», a ajouté le roi du Mbalax. Il a exprimé sa solidarité aux artistes qui vivent une situation «très dure» au Sénégal, voire en Afrique et dans le monde. Youssou Ndour a annoncé que l'orchestre du Super Etoile travaille en interne sur un projet de comédie musicale de «dimension mondiale» intitulée «Eutu Birima» (La cour de Birima). L'artiste compte également mettre à profit cette «petite pause» dans sa carrière musicale pour «réfléchir» et soutenir le Président Macky Sall sur la problématique de l'emploi des jeunes. «Cette pause me permettra de travailler et soutenir le président de la République sur la question de l'emploi des jeunes. On y est et je compte y apporter ma véritable contribution», a dit Youssou Ndour. Il a par la suite

invité les jeunes à «ne pas sous-estimer» les salaires qu'on leur propose pour un premier emploi, rappelant que sa première paie était de «4 000 francs CFA». Promoteur d'un groupe de presse et lead-vocal du Super Etoile, Youssou Ndour est lauréat du Grammy Awards du meilleur album avec «Egypt» en 2004. L'interprète de «Wommat» a été désigné en 2007 parmi les 100 personnalités les plus influentes au monde par le «Time Magazine» (Etats-Unis). Il a reçu en 2013 le Polar Music Prize (Suède) qui célèbre la puissance et le pouvoir de la musique et en 2017 le Praemium Imperiale, l'un des prestigieux prix artistiques du Japon. Youssou Ndour, conseiller du président de la République, a été ministre de la Culture.

Oscars 2022 et le Covid-19

La cérémonie à nouveau repoussée d'un mois

Les films non sortis en salle mais directement sur les plateformes pourront également toujours concourir. Comme en 2021 et pour la deuxième année consécutive, la cérémonie des Oscars se tiendra un mois plus tard que prévu en 2022, a annoncé l'Académie. Cette 94^e édition se tiendra ainsi le 27 mars 2022, dans son cinéma traditionnel, le Hollywood's Dolby Theatre. La règle qui permet aux films sortis directement

sur les plateformes de vidéo à la demande de concourir sans passer en salle de cinéma sera aussi maintenue. L'impact du Covid-19 continue ainsi de se faire sentir sur les récompenses de Hollywood.

Traditionnellement, les organisateurs des Oscars exigent qu'un film sorte au moins sept jours dans les cinémas de Los Angeles pour pouvoir être éligible aux prestigieuses récompenses. Mais face à la fermeture

des salles de cinéma et l'interdiction de nombreux tournages, ces critères avaient été assouplis, une décision vue par beaucoup comme un coup de pouce aux plateformes comme Netflix ou Amazon Prime Video.

«Cette année étant encore affectée par la pandémie, les critères d'éligibilité pour la 94^e cérémonie des Oscars seront les mêmes que ceux de la 93^e cérémonie», a annoncé l'Académie dans un communiqué. Les films

souhaitant concourir lors de cette cérémonie devront sortir avant le 31 décembre. La décision de l'Académie des Oscars de décaler sa cérémonie pourrait provoquer un effet domino, incitant d'autres organisateurs à faire de même.

La chaîne NBC a quant à elle annoncé il y a deux semaines qu'elle ne diffuserait pas l'an prochain les Golden Globes, critiqués par Hollywood pour leur manque de diversité.



Israël

Les pourparlers pour un gouvernement anti-Netanyahu s'intensifient

■ Les tractations politiques se sont intensifiées hier en Israël, à quelques jours d'une échéance-clé pour la formation d'une coalition gouvernementale, qui pourrait signer la fin de l'ère de Benjamin Netanyahu, Premier ministre le plus pérenne de l'histoire du pays.

Par Mourad M.

Après la fin du conflit entre Israël et le mouvement islamiste palestinien Hamas le 21 mai, le chef de l'opposition, Yaïr Lapid, a intensifié les négociations avec les partis issus des élections de mars, pour tenter de former un nouveau gouvernement.

Son mandat reçu début mai par le Président Reuven Rivlin court jusqu'au mercredi 2 juin à 23h59 locales (20h59 GMT).

A la tête de la formation centriste Yesh Atid («Il y a un futur»), M. Lapid a été chargé de former le gouvernement après l'échec du Premier ministre sortant Benjamin Netanyahu, jugé pour corruption, fraude et abus de confiance dans trois affaires, à rallier le nombre nécessaire de députés.

Après des semaines marquées par la guerre de 11 jours entre le Hamas au pouvoir à Gaza et l'armée israélienne, les tensions à Jérusalem-Est et des heurts dans des villes judéo-arabes en Israël, l'idée d'un «gouvernement d'union nationale» revient à l'avant-scène.

«Le temps pour un nouveau

gouvernement est venu (...) Il s'agit d'une opportunité historique de briser les barrières qui divisent la société israélienne, d'unir les religieux et les laïcs, la gauche, la droite et le centre», a lancé M. Lapid, en héritant du mandat.

Pour parvenir à un gouvernement d'union, M. Lapid doit dans les faits réunir 61 députés sur les 120 de la Knesset.

Il compte sur l'appui de la gauche, du centre et de deux formations de droite, totalisant 51 députés, d'où le sprint final pour tenter de convaincre la formation de droite radicale Yamina de Naftali Bennett (7 sièges) et les députés arabes, de le soutenir.

Alors que le camp Bennett doit se réunir rapidement, M. Netanyahu, dans une vidéo postée sur Twitter, a appelé M. Bennett et Gideon Saar, chef d'un petit parti de droite, à «venir, maintenant, tout de suite», entamer des discussions en vue d'une coalition gouvernementale et une rotation des trois hommes à sa tête, à commencer par MM. Saar, puis Netanyahu puis Bennett.

«Nous sommes à un moment crucial pour la sécurité et l'avenir de l'État d'Israël», a-t-il plaidé.

Un accord entre MM. Lapid et Bennett pousserait vers la porte de sortie Benjamin Netanyahu au pouvoir pendant 15 ans. Ce dernier avait vaincu Shimon Peres il y a 25 ans, le 29 mai 1996, et a été Premier ministre de 1996 à 1999, puis à partir de 2009.

Il est en outre le premier Chef du gouvernement à faire face à des accusations criminelles en cours de mandat.

«Les dés sont-ils jetés ? Jusqu'au dernier moment, un nuage de doutes planera sur tout signe de révolution», note hier le «Yediot Aharonot», titre le plus vendu de la presse israélienne, qui s'attend à voir Naftali Bennett rejoindre la coalition anti-Netanyahu.

«Israel Hayom», quotidien gratuit marqué à droite, dénonce lui une tentative de «putsch» afin de mettre fin à l'ère Netanyahu, soutenu par des «représentants du Hamas», une attaque indirecte contre la formation arabe israélienne Raam (islamiste) de Mansour Abbas (4 députés) qui pourrait soutenir la coalition Lapid.

Après quatre élections en moins de deux ans n'ayant pas



PH. > D. R.

réussi à départager Benjamin Netanyahu et ses rivaux, l'opposition est «plus près que jamais» de le chasser du pouvoir, estime Gayil Talshir, professeur de sciences politiques à l'Université hébraïque de Jérusalem. «Netanyahu est dans une situation désespérée (...)».

«Naftali Bennett en est arrivé à la conclusion que Netanyahu est au pouvoir depuis trop longtemps et qu'il est distrait par ses démêlés juridiques», déclare à l'AFP l'analyste Dahlia Scheindlin, chiffrant à «50/50» les chances de voir le bloc du chan-

gement chasser du pouvoir M. Netanyahu.

Si le camp anti-Netanyahu ne parvient pas à former un gouvernement, 61 députés pourront demander au président de désigner, pour une ultime tentative, un parlementaire de leur choix : ce pourrait être MM. Netanyahu, Lapid, Bennett ou même un autre député.

En cas de nouvel échec, la Knesset se dissoudra et le pays ira vers de nouvelles élections, les cinquièmes en un peu plus de deux ans.

M. M.

Iran

Un Français attend son procès pour espionnage

Un Français détenu en Iran depuis un an, Benjamin Brière, va y être jugé pour «espionnage», a annoncé hier son avocat, quelques jours après un appel de la sœur du prisonnier au Président Emmanuel Macron pour le supplier d'intervenir.

A l'issue de l'instruction, le parquet a confirmé les poursuites pour «espionnage» et «propagande contre le système» politique de la République islamique d'Iran, a indiqué à l'AFP M' Said Dehghan, avocat de ce trentenaire détenu à Machhad (nord-est).

L'espionnage, dans les cas les plus graves, est passible de la peine de mort en Iran, et la propagande contre le système de trois mois à un an de prison.

Selon son avocat iranien, M. Brière est accusé d'espionnage pour «des photographies de zones interdites» prises avec un drone de loisir dans un parc naturel en Iran. D'après sa sœur, Blandine Brière, il a été arrêté en mai 2020 alors qu'il traversait l'Iran en touriste, à l'occasion d'un long voyage en van aménagé entamé en 2018.

Les accusations de propagande seraient liées à des messages que le Français aurait publiés sur des réseaux sociaux et demandant pourquoi le voile islamique est «obligatoire» pour les femmes en Iran alors qu'il est «facultatif» dans d'autres pays

musulmans.

«Le procureur prépare l'acte d'accusation et l'envoie au tribunal révolutionnaire pour la poursuite du processus judiciaire», a précisé hier M' Dehghan.

Selon lui, le Français arrêté en mai 2020 faisait l'objet de deux autres accusations non révélées jusque-là : «corruption sur Terre», l'un des chefs d'accusation les plus graves du code pénal iranien, passible de la peine de mort, et consommation d'alcool, passible d'une peine de flagellation.

Mais ces deux accusations n'ont pas été retenues à l'issue de l'instruction.

L'annonce du renvoi en procès de M. Brière, né en 1985, survient quelques jours après la publication par l'hebdomadaire français «Le Point» d'une lettre ouverte de Blandine Brière, appelant le Président français à agir pour la libération de son frère, emprisonné selon elle «sans fondement».

Pour Blandine Brière, qui décrit son frère comme «un touriste à la soif de découverte et d'aventure», il «est évident que les poursuites judiciaires iraniennes ne sont pas les raisons de cette attente interminable».

«L'enjeu est ailleurs, mon frère se retrouve être un instrument de négociations qui le dépassent. Un jeune Français se retrouve au centre de conflits entre pays, ce qui lui échappe

évidemment», a-t-elle écrit à M. Macron pour «l'implorer» de remédier à cette situation.

Mais «à ce jour, ni le Président de la République n'a répondu, ni le Quai d'Orsay, laissant encore plus inquiète et démunie la famille de Benjamin face à la détention arbitraire que subit celui-ci», écrit M' Philippe Valent, avocat français de M. Brière, dans un communiqué publié hier.

M. Brière et sa famille «comprennent que les autorités iraniennes ont décidé d'accélérer le processus judiciaire et l'instrumentalisation de cette affaire pour des raisons qui n'ont rien à voir avec la réalité des faits», poursuit l'avocat.

M' Valent dénonce des «poursuites judiciaires iniques qui ne sont que la réplique de pratiques qui perdurent depuis novembre 1979», date de la prise en otages des diplomates de l'ambassade des États-Unis à Téhéran dans la foulée de la Révolution islamique.

L'Iran retient plus d'une douzaine de détenteurs de passeports occidentaux, pour la plupart des binationaux, ce que des ONG condamnent comme une politique de prise d'otages destinée à obtenir des concessions des puissances étrangères. Les soutiens de ces personnes les disent innocents et victimes d'un jeu politique qui ne les concerne pas.



Commentaire

Concession

Par Fouzia Mahmoudi

Cela fait dix jours qu'un cessez-le-feu, pour le moment respecté de part et d'autre, a été décrété au Proche-Orient. Dans ce contexte, pour la première fois depuis treize ans, le ministre israélien des Affaires étrangères, Gabi Ashkenazi, s'est rendu au Caire hier, pour des discussions sur la trêve instaurée le 21 mai à la faveur d'une médiation égyptienne, après une nouvelle guerre entre Israël et le Hamas palestinien. Cette visite vise entre autres à «approfondir les mécanismes autour d'un accord» sur la bande de Gaza et à discuter des questions de la reconstruction de l'enclave palestinienne, notamment «l'engagement d'Israël à faire revenir ses soldats et civils» de la bande de Gaza, a indiqué sur Twitter Gabi Ashkenazi à sa descente d'avion. Il faisait référence aux corps de deux soldats tués au combat en 2014 et aux deux civils de nationalité israélienne entrés de leur propre gré dans l'enclave palestinienne et détenus depuis. Le chef du bureau politique du Hamas, Ismaïl Haniyeh, est également attendu au Caire, selon une source sécuritaire égyptienne, qui n'a pas fourni plus de détails. Parallèlement, le chef des services de renseignement égyptiens, Abbas Kamel, devait se rendre hier dans les territoires palestiniens. Selon le ministre palestinien des Affaires civiles, Hussein al-Sheikh, il doit également «discuter de ce à quoi Jérusalem et ses lieux saints sont exposés, de la reconstruction de Gaza et du dialogue national palestinien», entre les deux principales formations palestiniennes, le Fatah et le Hamas. Toutefois, il est peu probable que cette première rencontre donne beaucoup de résultats, car si la région veut connaître la paix, les Israéliens devront être prêts à faire beaucoup de concessions pour être en mesure de dialoguer sérieusement avec les Palestiniens. Or, avec la dernière présentation du plan de paix proposé par l'administration Trump il y a près d'un an et demi, il est évident que les dirigeants israéliens actuels sont incapables d'accepter que le peuple palestinien ait le droit à un territoire et à un État indépendant sur lequel il n'aurait aucun contrôle. Plus que le refus de céder des terres qu'il a confisquées en premier lieu aux Palestiniens, l'État hébreu semble surtout incapable d'envisager d'abandonner la domination qu'il exerce sur ce peuple, fait apatride par l'Occident il y a soixante-dix ans de cela. Il faudra certainement attendre l'arrivée de nouvelles personnalités au pouvoir en Israël pour espérer voir peut-être la politique envers les Palestiniens évoluer positivement. F. M.



Coupe arabe des nations des U20

L'Algérie dans le Groupe «A» avec l'Égypte, le Niger et la Mauritanie

La sélection algérienne de football des moins de vingt ans (U20) a été reversée dans le Groupe «A» de la prochaine Coupe arabe des nations de la catégorie, prévue du 20 juin au 6 juillet 2021 en Égypte, où elle évoluera en compagnie de l'Égypte, du Niger et de la Mauritanie, selon le tirage au sort effectué samedi après-midi au Caire.

Dans le Groupe «B», le Maroc évoluera aux côtés du Tadjikistan, du Djibouti et des Émirats arabes unis, alors que

le Groupe «C», lui, sera composé du Sénégal, du Liban, de l'Irak et des Comores. Enfin, dans le Groupe «D», le quatrième représentant reste à désigner, car pour le moment, cette poule ne comporte que l'Arabie saoudite, la Tunisie et le Yémen. Le tirage au sort a été effectué en présence de Raja-Allah Salmi, secrétaire général de l'Union arabe de football, et du président de la Fédération égyptienne de football, Djafar Motassem.

COA

Khelfat réélu représentant de la presse

Le confrère de l'APS, Abdelkader Khelfat, a été réélu représentant de la presse à l'Assemblée générale du Comité olympique algérien (COA) pour un deuxième mandat olympique de quatre ans (2021/2024). Khelfat était le seul candidat après le retrait du confrère d'«El Fedjr», Brahim Djaâout, et s'attellera donc à faire entendre la

voix des représentants de la presse nationale au sein du Comité, surtout que celle-ci reste un partenaire très important de la famille sportive. L'Organisation nationale des journalistes sportifs algériens a tenu à présenter toutes ses félicitations à M. Khelfat, en espérant que ce dernier réussisse dans la mission qui lui est confiée. **M. M.**

Grand Prix cyclisme de la ville d'Oran

Azzedine Lagab (GSP) remporte la 25^e édition

Le cycliste Azzedine Lagab, du Groupement sportif des pétroliers, a remporté le trophée de la 25^e édition du Grand Prix de la ville d'Oran, dont la 3^e et dernière étape s'est déroulée samedi. Lagab a pris la 1^{re} place au classement général, avec un temps total de 5h 33mn 38s, suivi respectivement de son coéquipier Hamza Yacine (5h 36mn 24s) et Nehari Mohamed Amine du club «Amel El Malah» d'AïnTémouchent (5h 36mn 49s). La dernière étape du circuit

en ligne a été disputée samedi sur un tracé long de 137 km à partir du jardin citadin méditerranéen (Oran), passant par les communes d'El Karma, Oued Tielat, Alaimia, Bethioua et Gdyl, avant de revenir à leur point de départ. L'étape finale a été remportée par Youcef Abdellah du Groupement sportif des pétroliers au sprint final, avec un chrono de 2h 54mn 45 secondes devant son coéquipier Azzedine Lagab et Nassim Saidi du MC Alger.

Championnats d'Afrique d'haltérophilie (3^e journée)

Bidani (+109 kg) et Hirech (87 kg) décrochent six médailles d'or

Les haltérophiles algériens, Walid Bidani (+109 kg) et Bouchra Hirech (87 kg), ont marqué la 3^e journée des Championnats d'Afrique seniors, disputée samedi à Nairobi (Kenya), en décrochant 6 médailles d'or, portant le total de la moisson algérienne à 39 médailles (10 or, 18 argent, 11 bronze). Outre ces trois médailles d'or, Bidani s'est distingué en battant le record d'Afrique de l'arraché, en soulevant une barre à 201 kg. Les autres médailles algériennes décrochées ce samedi ont été l'œuvre de Kheira Hammou (71 kg, 1 argent et deux bronze), Maghnia Hammadi (76 kg, 3 bronze), Farid Saadi (102 kg, 3 argent) et Salim Elbagour (96 kg, trois bronze). D'autres haltérophiles algériens s'étaient illustrés lors des deux premières journées, avec notamment la performance de Faris Touairi (89 kg), qui a décroché trois médailles d'or et battu le record d'Afrique de l'arraché en soulevant une barre à 165 kg, de même que son coéquipier

Abdelraouf Chettoui (55 kg), une médaille en or et deux autres en argent. Les autres médailles d'argent ont été décrochées par Fatima Zohra Laghouati (55 kg), Ikram Cherara (64 kg), Adel Lahcen (67 kg) et Nafaâ Sariak (73 kg), alors que celles en bronze sont revenues à Samir Fardj-Allah (81 kg).

C'était la première finale de Ligue des Champions pour un Algérien depuis 1987, la première finale de l'histoire de Manchester City aussi. À la fin, grande fut la déception pour Riyad Mahrez et les siens, défaits par Chelsea sur la plus petite des marges (0-1).

La première des surprises du soir était de trouver dans la composition de Pep Guardiola. Le technicien espagnol alignait Sterling d'entrée de jeu au détriment de

Equipe nationale de football

Belmadi convoque 30 joueurs, Bennacer blessé

Le coach national, Djamel Belmadi, a fait appel à 30 joueurs en prévision des rencontres amicales face respectivement à la Mauritanie (le 3 juin), le Mali (le 6 juin), toutes deux à Blida, et la Tunisie (le 11 juin) à Tunis, alors que le milieu de terrain du Milan AC, Ismael Bennacer, sera le grand absent de ce stage, en raison d'une blessure.

Par Mahfoud M.

La liste de Belmadi est marquée par le retour des deux joueurs de l'OGC Nice, le défenseur Youcef Atal et le milieu de terrain Hichem Boudaoui, qui avaient manqué plusieurs rencontres des Verts, notamment lors des qualifications de la CAN 2021 en raison de blessures à répétition. Le meilleur buteur africain de Ligue 1 française cette saison, Andy Delort (Montpellier), enregistre lui aussi son come-back en sélection, après une brève absence contre la Zambie et le Botswana pour le compte des deux dernières journées de qualifications de la CAN 2021. Pour sa part, l'attaquant des Crocodiles de Nîmes Olympique, Zineddine Ferhat, auteur d'une bonne saison avec son club malgré une descente en Ligue 2 française, retrouve de nouveau les rangs des Verts à l'occasion des trois prochains matchs amicaux. Le coach national a fait également appel à un «bleu», le gardien de but de l'Olympique de Médéa Abderrahmane Medjadel, qui fêtera ses 23 ans en juillet prochain. Toutefois, ce dernier n'est là que pour s'acclimater avec l'ambiance des Verts. Pour ce qui est de l'absence de Bennacer, c'est lui-même qui l'a annoncée sur son compte twitter, vu qu'il doit bientôt subir une intervention du pied et ne pourra donc être au rendez-vous. Par ailleurs, le coach national Djamel Belmadi animera une conférence de presse demain 1^{er} juin à Sidi Moussa, une occasion pour aborder les prochains rendez-vous des «Verts» et le choix des joueurs convoqués. Ces rencontres s'inscrivent dans le programme de préparation des Verts pour le 2^e tour des éliminatoires de la Coupe du monde



Belmadi a convoqué les meilleurs Algériens du moment

Qatar-2022, dont le coup d'envoi a été reporté de juin à septembre prochain. Les champions d'Afrique débiteront à domicile face à Djibouti, avant de se déplacer à Ouagadougou pour défier le Burkina Faso. Le Niger est l'autre pensionnaire de la poule A. L'Algérie disputera les quatre derniers matchs des éliminatoires en octobre et novembre prochains. Les barages sont, quant à eux, programmés en mars 2022.

M. M.

Liste des 30 joueurs :

Gardiens : Rais M'Bolhi (Ettifaq FC/ Arabie saoudite), Alexandre Ouikidja (FC Metz/ France), Azzedine Doukha (Al Raed FC/Arabie saoudite), Abderrahmane Medjadel (O Médéa/Algérie)
Défenseurs : Mehdi Zeffane (Krylya Sovitov/ Russie), Ayoub Abdelaoui (FC Sion/Suisse), Youcef Atal (OGC Nice/ France), Ramy Bensebaini (Borussia M' Gladbach/ Allemagne), Djamel Benlamri (O.Lyon/ France),

Mehdi Tahrat (Abha FC/ Arabie saoudite), Aissa Mandi (Betis Seville/Espagne), Ahmed Toubia (RKC Waalwijk/ Pays-Bas), Abdelkader Bedrane (ES Tunis/ Tunisie)

Milieux de terrain : Mehdi Abied (Al Nasr/EAU), Adlene Guedioua (Al Gharafa SC/Qatar), Ramiz Zerrouki (Twente/ Pays-Bas), Sofiane Feghouli (Galatasaray/ Turquie), Farid Boulaya (FC Metz/ France), Haris Belkebla (Stade Brestois/ France), Hichem Boudaoui (OGC Nice/ France), Mehdi Zerkane (Bordeaux/ France)

Attaquants : Islam Slimani (O.Lyon/ France), Baghdad Bounedjah (Al Sadd/ Qatar), Andy Delort (Montpellier/ France), Riyad Mahrez (Manchester City/ Angleterre), Youcef Belaili (Qatar SC/ Qatar), Zineddine Ferhat (Nîmes Olympiques/ France), Rachid Ghezal (Besiktas/ Turquie), Said Benrahma (West Ham/ Angleterre), Adam Ounas (Crotone/ Italie).

Ligue des champions d'Europe

Mahrez et City calent en finale

Rodri ou Fernandinho. Bernardo Silva, qui jouait en faux numéro 9 au cours des deux matches de demi-finale, était aligné à un poste de milieu relayeur droit derrière Mahrez. Cette tactique s'est avérée très problématique pour les Sky Blues. Chelsea, en bloc regroupé et ultra compact, a très vite profité des brèches présentes au milieu du terrain citizen et a dominé la première mi-temps de la tête et des épaules, ouvrant logiquement le score par Kai Havertz (42^e minute). Riyad Mahrez, quant à lui, a été à l'image de ses coéquipiers : amorphe, assez effacé. Il est un peu trop court à la 29^e minute.

La seconde période a débuté sur des bases assez similaires. En l'absence de tout changement, Manchester City revient moti-

vé mais toujours en manque de solutions. Les entrées de Gabriel Jésus et surtout de Fernandinho finissent par modifier le cours du jeu et c'est alors que City domine.

Azpilicueta sauve son équipe par un tackle à la 69^e minute et les actions se multiplient pour les Sky Blues sans que l'on ait jamais eu réellement l'impression qu'ils allaient marquer. De Bruyne, blessé, n'était plus présent pour aider les siens à égaliser.

Finalement, à la 96^e minute, au bout de la nuit, Riyad Mahrez a eu le ballon de l'égalisation au bout de son mauvais pied, le droit. Sa reprise de volée laisse tout le stade paralysé, Edouard Mendy y compris. C'est à quelques centimètres près que cette frappe loupait le cadre et Manchester City la première Ligue des Champions son histoire.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Universités du Sud

Signature d'une convention de coopération avec Sonatrach

UNE CONVENTION de coopération a été signée, hier à Hassi-Messaoud (Ouargla), entre Sonatrach, en tant que partenaire économique, des Universités dans le sud du pays et une unité de recherche d'application dans les énergies renouvelables.

Cette relation partenariale entre dans le cadre de l'échange d'expériences et la promotion de l'innovation scientifique dans les domaines des hydrocarbures et des énergies renouvelables.

«Le groupe Sonatrach œuvre depuis février 2021 à asseoir un partenariat avec les universités algériennes pour l'exploitation des compétences scientifiques et des études académiques pour le développement de sa production et l'amélioration de ses prestations dans le domaine énergétique», a affirmé Mustapha Benamara, directeur central à Sonatrach.

Cette convention intervient après celle conclue avec les Universités dans l'est et l'ouest du pays et une autre prochainement avec les universités dans le Centre, a ajouté M. Benamara, signalant que des conventions de coopération ont été signées avec 19 Universités, en plus de concevoir une trentaine de projets de recherche et 13 programmes en voie d'intégration dans le programme national de la recherche scientifique.

La démarche s'insère au titre de la politique nationale de recherche et vise à faire face aux défis économiques actuels, a-t-il dit.

Le représentant du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique (MESRS), Abderrahmane Lakehal, a déclaré de son côté que la signature de ce type de conventions entre les deux parties traduit une vision stratégique sectorielle conjointe impliquant la recherche scientifique, à travers la mobilisation de ses capacités et moyens, au

service du développement socio-économique, notamment le secteur énergétique, par la mise en place d'équipes de recherches mixtes.

Donnant, à titre d'illustration, des indicateurs du MESRS sur le potentiel scientifique et les ressources disponibles dans le domaine de l'Énergie, M. Lakehal a fait état de 75 brevets d'invention, le financement de 52 projets de recherches socio-économiques, ainsi que de 61 laboratoires, dont 18 d'excellence regroupant d'éminents chercheurs, citant 1 050 chercheurs répartis entre neuf centres de recherche.

L'initiative du Groupe Sonatrach a suscité une grande satisfaction des recteurs d'Universités concernées par ces conventions, a affirmé le recteur de l'Université de Béchar, Said Maamouri.

De l'avis de M. Maamouri, les universités algériennes ont besoin d'un partenaire social et économique pour renforcer la recherche scientifique, concrétiser sur le terrain les études académiques et exploiter à bon escient le potentiel scientifique spécialisé et les chercheurs dans le domaine énergétique, afin de contribuer au développement économique du pays.

En marge de la signature de la convention, a été honorée la section étudiante du Club scientifique des hydrocarbures (Université de Ouargla), qui a obtenu pour la deuxième fois le prix de la Society of petroleum engineers, récompensant ses efforts dans le domaine de l'innovation et des projets de recherche dans le domaine de l'Énergie.

Ces conventions ont été signées en marge d'un Workshop organisé à la base du 24-Février à Hassi-Messaoud sur le partenariat entre Sonatrach et les Universités algériennes dans le domaine de la recherche et du développement.

Hani Y.

Tizi ouzou

Plus de 19 000 élèves concernés par les épreuves de l'examen de 5^e AP

LE NOMBRE d'élèves concernés par les épreuves de l'examen de la 5^e année primaire, prévues ce mercredi, est de 19 707 dans la wilaya de Tizi Ouzou, soit 593 de plus qu'à la précédente session. Ils seront répartis à travers les 408 centres d'examen. Les candidats seront encadrés par 5 440 surveillants. Les services de la Direction loca-

le de l'éducation affirment avoir pris toutes les mesures nécessaires pour le bon déroulement de cet examen dans le cadre du protocole sanitaire contre la propagation du coronavirus.

Tout candidat présentant des symptômes du virus Covid-19 subira les épreuves de la 5^e AP isolé dans une salle.

Hamid M.

L'équipe de Mahrez battue par Chelsea:



Loumis

Djalou@hotmail.com

Transport ferroviaire

Reprise du train entre Constantine et Jijel

■ Le transport ferroviaire de voyageurs a repris, hier matin, pour la desserte reliant Constantine à Jijel en aller-retour, a indiqué le directeur régional de la Société nationale du transport ferroviaire (Sntf), Abdelhamid Achouche.

Par Slim O.

La liaison ferroviaire Constantine-Jijel a repris à bord d'un autorail, a fait savoir le même responsable, précisant que l'opération s'inscrit dans le cadre de la stratégie de la Sntf pour l'amélioration et le renforcement du transport ferroviaire entre les wilayas. A l'arrêt depuis l'apparition de la pandémie de Covid-19, la liaison ferroviaire Constantine-Jijel a repris hier, conformément à la décision gouvernementale portant reprise

progressive et contrôlée du transport inter-wilayas par train, a souligné la même source. Cette reprise permet d'assurer un seul voyage en aller-retour par jour entre Constantine et la wilaya de Jijel, a détaillé la même source, précisant que les horaires de départ et de retour peuvent être consultés sur le site web de la Sntf et également sur la page de l'entreprise sur les réseaux sociaux. Durant le trajet, l'autorail marquera des haltes dans les régions de Bekira, El Harrouch, Salah Bouchaour et El

Milia entre autres, a-t-on indiqué, mettant en avant l'importance de cette desserte dans l'amélioration des conditions de déplacement des citoyens, surtout à l'approche de la saison estivale. Le directeur régional de la Sntf a indiqué que des instructions fermes ont été données à l'effet de prévoir toutes les mesures préventives recommandées dans le cadre de la lutte contre la propagation de Covid-19 et veiller au strict respect de ces mesures.

S. O.

Oran

Deux réseaux criminels démantelés, près de 16 kg de kif traité saisis

Les services de police de la Wilaya d'Oran ont démantelé deux réseaux criminels dangereux, spécialisés dans la trafic de stupéfiants et saisi près de 16 kg de kif traité, lors de deux opérations distinctes, a-t-on appris, hier, auprès de la Sûreté de wilaya (SW). Les deux opérations ont abouti à l'arrestation de neuf personnes, dont des repris de justice et la saisie de 15,866 kg de kif traité, 57 comprimés psychotropes et une somme de 118 000 DA, issue des revenus de ce trafic, ainsi que trois véhicules utilisés dans le transport et le stockage de la drogue, a indiqué la cellule de communication et des relations publiques de la Sûreté de wilaya. La première opération a été lancée suite à

l'exploitation d'informations selon lesquelles un des membres du réseau criminel écoulait de la drogue. Après surveillance de ses mouvements, le mis en cause a été arrêté à bord d'un véhicule, en possession de 6 plaquettes de kif traité totalisant 500 grammes. Poursuivant leurs investigations, les policiers ont arrêté le restant des membres du réseau et saisi une quantité de 14,350 kg de kif traité, 68 000 DA issus des revenus du trafic et deux véhicules, selon la même source. Dans une autre opération, après une enquête approfondie sur les agissements d'un suspect activant dans le trafic de stupéfiants, les mêmes services ont procédé à son arrestation, ainsi que son com-

plice, non loin de son domicile à haï Nedjma (ex-Chteibo). Lors de la perquisition de son domicile, les policiers ont saisi 57 comprimés psychotropes, 11 plaquettes de kif et 41 autres quantités de drogue prêtes à la commercialisation, d'un poids total de 1,06 kg, ainsi qu'une somme de 44 000 DA, un véhicule et une arme blanche, a-t-on fait savoir. L'enquête s'est soldée par l'arrestation du fournisseur principal. Une procédure judiciaire a été engagée contre les suspects arrêtés, qui seront traduits devant la justice pour création d'une bande criminelle organisée et trafic international de drogue dans le cadre d'un réseau criminel organisé, selon la même source.

Chami N.